



Le Cardinal Christian Tumi appelle le pouvoir de Yaoundé à ouvrir dans l'urgence un dialogue dans la perspective de trouver des solutions à la crise qui s'enlise au jour le jour

L'homme de Dieu souffle le chaud et le froid à propos de la crise anglophone. Depuis le début, il a tenu un discours qui ne cadre pas avec la posture du clergé au sujet de cette crise socio-politique qui secoue les régions anglophones du pays et face à laquelle le gouvernement s'évertue à apporter des solutions. Pour les observateurs de la scène politique camerounaise, le Cardinal Christian Tumi analyse la situation sous le prisme de ses origines (originaire du département du Bui, chef-lieu Kumbo).

Ce dernier multiplie de ce fait des sorties médiatiques qui ne sont pas de nature à apaiser les tensions en cours. La dernière en date remonte au 12 avril 2018. Même si le Cardinal continue de prôner le dialogue et de le présenter comme la voie de sortie de cette crise qui a débuté en novembre 2016, il n'en demeure pas moins que son discours radicalise le mouvement. « Quand on parle de crise anglophone, la première idée qui me vient en tête, c'est que le temps est grave et tant qu'on continue de tuer qui que ce soit, militaires, civils, parce que toute vie est sacrée, ce sera toujours une impasse. Nous prions pour que le terrorisme cesse aussitôt que possible. Et que tout le monde se retrouve autour d'une table pour dialoguer. Tant qu'il n'y aura pas dialogue, c'est-à-dire que l'on s'écoute les uns et les autres, la crise va continuer »,

déclare celui qui voit déjà la guerre au Cameroun.

Dans une autre vidéo virale diffusée sur les réseaux sociaux au sujet de la recrudescence des violences dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, du Cameroun, le cardinal Tumi estime que le président de la République n'est pas au courant de la situation sur le terrain, raison pour laquelle il n'a pas condamné ces atrocités. Des sorties de nature à mettre le feu aux poudres, qui lui ont valu un recadrage de ses pairs, qui ont toujours prôné la paix et le dialogue. « Quand nous disons que nous dénonçons cela avec la dernière énergie, c'est parce qu'il y a eu des morts. Nous dénonçons cela avec la dernière énergie. C'est sûr que les conditions se radicalisent mais, il faut voir l'intérêt du pays ! Dans notre lettre, nous avons appelé à l'unité », avait alors martelé Mgr Samuel Kleda, à propos de la position de l'église catholique au Cameroun, sur les ondes de RFI et recadrant les évêques de la Province ecclésiastique de Bamenda au sujet des événements du 1er octobre 2017 dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Pour Monseigneur Andrew Nkea, évêque de Mamfé, « Ce n'est pas une bonne situation. Nous devons tous nous unir, le gouvernement, les soldats, la population pour améliorer la situation et travailler pour la paix ». Il avait tenu ces propos au retour d'un séjour du 31 décembre 2017 au 1er janvier 2018 dans l'Etat de Cross River au Nigéria.

Un message d'apaisement sans doute entendu par Mgr Tumi. « Aux jeunes de « l'Ambazonie » où ceux qui veulent un Etat fédéral, je dis qu'il y a une seule issue au problème : le dialogue. Moi depuis ma jeunesse, je suis un fédéraliste. J'ai voté pour le fédéralisme et je reste fidèle à cette idéologie. Je ne crois pas à l'émiettement des Etats.

Le monde entier maintenant va vers l'unité donc, il faut que nous trouvions comment vivre ensemble, en respectant les cultures héritées des Français et des Anglais ; comment nous pouvons profiter de ces deux cultures importantes dans le monde. Il faut casser les barrières linguistiques et se sentir Camerounais partout ; que ce soit dans le Nord-Ouest ou dans le Centre, nous sommes tous des Camerounais », avait alors néanmoins lancé l'évêque à la retraite aux sécessionnistes, en guise de message.

cameroon-report.com avec 237actu.com